



# Les recherches françaises en sciences sociales sur les mobilités résidentielles : quelques pistes exploratoires.

Bénédicte Florin

## ► To cite this version:

Bénédicte Florin. Les recherches françaises en sciences sociales sur les mobilités résidentielles : quelques pistes exploratoires.. Cahiers d'EMAM, 2008, 16, pp.7-19. halshs-00936103

**HAL Id: halshs-00936103**

**<https://shs.hal.science/halshs-00936103>**

Submitted on 24 Jan 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# Les Cahiers d'EMAM

16 (2008)

Mobilités résidentielles, pratiques de mobilités et constructions territoriales en périphérie(s). Exemples au Maghreb

Bénédicte Florin

## Introduction

Les recherches françaises en sciences sociales sur les mobilités résidentielles : quelques pistes de réflexion

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

### Référence électronique

Bénédicte Florin, « Introduction », *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], 16 | 2008, mis en ligne le 10 février 2012, consulté le 24 janvier 2014. URL : <http://emam.revues.org/311>

Éditeur : Équipe Monde arabe Méditerranée|CITERES

<http://emam.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://emam.revues.org/311>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Cahiers d'EMAM

## INTRODUCTION

---

### **Les recherches françaises en sciences sociales sur les mobilités résidentielles : quelques pistes de réflexion**

**Bénédicte Florin**

Maitre de conférences, Géographie, Université François-Rabelais de Tours  
& Laboratoire CITERES (UMR 6173) | Équipe EMAM

Les recherches en sciences sociales effectuées « à partir de » l'analyse des mobilités résidentielles ou « portant sur » les mobilités résidentielles elles-mêmes, en France ou à l'étranger, sont relativement anciennes, nombreuses et issues de disciplines variées — démographie, géographie, sociologie, anthropologie et histoire. Bien sûr, sous ce même vocable, les manières de « travailler » les mobilités, les techniques employées et les matériaux obtenus sont extrêmement différents, même si l'on s'accorde à dire que, par le biais des mobilités résidentielles, il est possible de suivre des processus de fabrication de la ville et de son étalement et que, au-delà, les déplacements humains sont porteurs de mutations urbaines, spatiales et sociales : « *Il serait aisé de multiplier les exemples montrant que la mobilité est au cœur de la quasi-totalité des problèmes que pose l'étude de la ville et de l'espace habité, des mécanismes de croissance, et de ses disparités, aux déterminants et à la portée des politiques d'urbanisme en passant par la formation des valeurs foncières et par les processus de division sociale de l'espace* » (J. Brun, 1993, p. 8).

Cette *Introduction*<sup>1</sup> aux *Cahiers d'EMAM* n° 16, consacré aux mobilités résidentielles dans les pays du Maghreb<sup>2</sup>, se propose de faire le point sur l'évolution des approches d'une notion — un concept ? — ô combien polysémique, tantôt outil, tantôt objet, sans que, parfois, la frontière entre les deux soit très tranchée ; par ailleurs, les apports des travaux menés dans les pays des Suds, en particulier en Afrique subsaharienne, témoignent de la circulation des problématiques relatives aux mobilités résidentielles. Enfin, compte tenu de l'« aire culturelle » qui est l'objet des recherches de l'équipe Monde Arabe Méditerranée (EMAM), on comprendra qu'une part notable de cette Introduction soit consacrée aux travaux entrepris sur les mobilités résidentielles dans les pays du Monde arabe.

---

<sup>1</sup> Je tiens à remercier ici F. Dureau, directrice de recherche à l'IRD, pour ses précisions relatives à la circulation des problématiques sur les mobilités, ainsi que P. Signoles, directeur du laboratoire URBAMA de 1988 à 1998, pour ses précisions relatives à l'évolution des recherches sur le Monde arabe au sein du laboratoire.

<sup>2</sup> Hormis cette *Introduction*, ces *Cahiers* n° 16 rassemblent quelques unes des contributions au Séminaire thématique « Mobilités résidentielles, pratiques de mobilités et constructions territoriales en périphérie(s) » qui s'est tenu à Sousse, les 27 et 28 avril 2007, dans le cadre du Projet FSP « Faire la ville en périphérie(s). Territoires et territorialités dans les grandes villes du Maghreb », sous la direction scientifique de Pierre Signoles. L'ensemble des contributions du séminaire de Sousse est consultable en ligne, à l'adresse suivante : [http://citeres.univ-tours.fr/compo.php?niveau=emam&page=p\\_emam/emam\\_online](http://citeres.univ-tours.fr/compo.php?niveau=emam&page=p_emam/emam_online)

### Les mobilités résidentielles : un outil d'analyse, un objet polysémique

L'École de Chicago<sup>3</sup> a ouvert la voie aux travaux et enquêtes sur les mobilités résidentielles. D'une part, les modalités de l'insertion des migrants étrangers qui s'installent dans les villes nord-américaines font alors de cette thématique un enjeu central de la compréhension des fonctionnements sociaux et spatiaux de ces villes et, ici, l'on pourrait prendre comme figure emblématique les Italiens de Boston qui constituent la « société du coin de la rue », décryptée par W.F. Whyte en 1943. D'autre part, les mobilités intra-urbaines constituent certes le « poulx de l'agglomération », mais elles donnent aussi la mesure de la ségrégation urbaine et, ici, la figure emblématique pourrait être celle du Hobo, le vagabond, décrit en 1923 par N. Anderson, héritier de ce « *prolétariat sans feu ni lieu* » évoqué un demi-siècle auparavant par Marx : cette population flottante compose le quart de la population des villes européennes du XIXe siècle (M. Ragon, 1986, p. 30) et est soumise à « *une instabilité résidentielle d'indigence* », hébergée dans les taudis, garnis, caves et dortoirs collectifs (C. Lévy-Vroelant, 1992, p. 37). L'approche, précurseuse également, de M. Halbwachs se démarque de celle de l'École de Chicago parce qu'elle prend en compte les rapports de classes et la « morphologie sociale » produite par le pouvoir politique (M. Halbwachs, 1938). Les réflexions d'Halbwachs sur *Les Expropriations et les prix des terrains à Paris, 1860-1900* (M. Halbwachs, 1909) et *La Politique foncière des municipalités* (M. Halbwachs, 1908) mettent le doigt sur les relations qui peuvent exister entre les opérations urbanistiques et les politiques de peuplement qui induisent des déplacements contraints.

La mobilité a ceci de paradoxal qu'elle témoigne à la fois d'une grande liberté individuelle — parfois idéalisée, car elle est toujours bridée par des contraintes, telles les politiques urbanistiques analysées par M. Halbwachs — et d'une sorte d'instabilité qui expliquerait un certain nombre des maux urbains ; ce qui sous-entend, *a contrario*, que la stabilité résidentielle annihilerait les dangers inhérents à l'errance. Mais, en fait, l'ancrage, en dépit des propriétés intégratrices qui lui sont souvent conférées, ne préjuge, lui non plus, nullement de la qualité ou de la pérennité de l'insertion en ville. C'est ainsi que, par exemple, les situations de captivité résidentielle peuvent être vécues très négativement.

Plus proches de nous, les travaux d'I. Bertaux-Wiame ou de M.-C. Jaillet révèlent ainsi l'impasse à laquelle aboutissent certains itinéraires résidentiels de ménages fragiles qui, au prix de sacrifices importants, les ont conduits du logement social central ou péricentral jusqu'au pavillon du lointain périurbain : là-bas, les bénéfices matériels et symboliques, résultant de l'accession à la propriété individuelle, sont souvent inférieurs à ce qui en était escompté et, parfois même, s'impose le retour en ville dans le parc social ou non, alors vécu comme un échec (I. Bertaux-Wiame, 1992, pp. 327-332 ; M.-C. Jaillet, 2004, pp. 58-59). Mais les parcours ne sont jamais univoques et se sentir « assigné à résidence » dans le parc locatif social n'est pas exclusif d'autres formes d'attachement qui seront, quant à elles, vécues et perçues très positivement ainsi qu'en témoignent les propos des habitants recueillis à l'occasion des démolitions de tours et de barres des grands ensembles. Le pas est parfois vite franchi entre les « pauvres », captifs de leur logement, et les classes moyennes et aisées pour qui « *la mobilité garantit désormais l'intégration sociale, l'intégration sociale supposerait la mobilité* » (É. Le Breton, 2004, p. 117). Pour le dire autrement, ni les parcours caractérisés par une grande mobilité résidentielle, ni ceux définis par une grande stabilité résidentielle — laquelle peut parfois s'apparenter à de la captivité — ne donnent toutes les clés de compréhension des modes d'appartenance à la ville.

---

<sup>3</sup> Y. Grafmeyer et I. Joseph, dans leur « Présentation » de *L'École de Chicago*, évoquent « *l'intuition essentielle et l'amorce d'analyses capitales* » des protagonistes du courant de l'écologie urbaine lorsqu'ils établissent les liens entre mobilité sociale, mobilité résidentielle et mobilité des activités dans l'espace urbain (Y. Grafmeyer, I. Joseph, 1984, p. 29).

Le caractère polysémique de l'objet « mobilité », la complexité des mécanismes qui sous-tendent celle-ci et la diversité des effets qu'elle induit, expliquent en grande partie la prise de conscience de la nécessité d'une approche pluridisciplinaire qui, en France, s'effectue dans les années 1990. Ouvrant la voie dès les années 1980, les démographes de l'INED<sup>4</sup> décryptent, à partir des données censitaires ou d'enquêtes menées auprès de larges échantillons de population, les grandes catégories de déterminants des déplacements résidentiels. Précurseurs, leurs travaux reflètent l'évolution sémantique et épistémologique des recherches sur les mobilités : des « migrations » aux « biographies », en passant par les « mobilités », il s'agit alors tout autant de mesurer des flux, au cœur des recherches antérieures, que de comprendre les ressorts des déménagements des individus et des ménages.

À ces démographes se joignent des géographes tels que J. Brun, C. Rhein ou F. Cribier ainsi que des sociologues tels que A. Gotman ou C. Lévy-Vroelant<sup>5</sup>. Sous forme de séminaires, colloques et publications, leurs recherches associent l'analyse en termes de mobilité aux réflexions sur le cycle de vie familial, sur le logement ou encore sur la ségrégation sociale et spatiale. Les contributions à *Stratégies résidentielles*, ouvrage pluridisciplinaire émanant du réseau Socio-Économie de l'Habitat, publié en 1990 sous la direction de C. Bonvalet et A.-M. Fribourg, mettent l'accent sur les « acteurs », sur le sens qu'ils confèrent à leurs stratégies résidentielles et sur toute la gamme de comportements qu'ils peuvent adopter, sans oblitérer le système de contraintes dans lequel ils se déploient et, en particulier, celles du marché du logement, de la distance et de son coût ou de l'accessibilité aux services publics. Mais ces acteurs disposent aussi d'une marge de liberté : ils arbitrent entre leurs aspirations résidentielles (par exemple, devenir propriétaire), la localisation de leur logement, leur lieu de travail et le coût des transports qui en résulte. Enfin, aux approches relativement « mesurables » ou quantifiables, qui font l'objet de la première partie de *Stratégies résidentielles*, se juxtaposent, dans la deuxième partie, les approches renvoyant davantage aux représentations de l'espace et aux réseaux sociaux et familiaux qui influent sur les orientations prises par les itinéraires résidentiels.

Le Centre de recherche sur l'habitat (le CRH, aujourd'hui intégré au laboratoire LOUEST) contribue également à l'avancée de la réflexion sur les mobilités : dans cet objectif, le colloque international *Villes & mobilités*, organisé par le CRH à l'Université Paris X-Nanterre en septembre 1999, rassemble un grand nombre de chercheurs travaillant sur la thématique dans les villes du Nord, mais aussi de nombreux participants travaillant sur les villes des Suds. Les séances plénières de cette rencontre mettent au jour l'intérêt des croisements disciplinaires mais aussi « *le déplacement des recherches macroscopiques aux recherches microscopiques qui, dans une perspective biographique, restituent les séquences résidentielles dans les histoires de vie des ménages* » (C. Bonvalet, séance introductive sur l'état des recherches sur la mobilité résidentielle).

Consacré aux *Mobilités*, le n° 59-60 des *Annales de la Recherche urbaine* (1993) s'inscrit dans la suite de ces réflexions : ici encore, on retrouve des contributions émanant du CRH ; ici encore, différentes disciplines sont représentées — notamment l'histoire<sup>6</sup> et l'anthropologie ; ici encore, les

---

<sup>4</sup> Je renvoie notamment ici aux travaux de D. Courgeau et de son équipe, au sein de l'INED (Institut national d'études démographiques), à ceux d'É. Lelièvre ou encore à ceux de C. Bonvalet.

<sup>5</sup> À titre d'exemples et parmi d'autres nombreuses publications, l'on peut se référer à : C. Bonvalet, A. Gotman (dir.), 1993, *Le logement, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan ; É. Lelièvre, C. Lévy-Vroelant, 1992, *La ville en mouvement, habitat et habitants*, Paris, L'Harmattan ; J. Brun, C. Rhein (dir.), 1994, *La ségrégation dans la ville, Concepts et mesures*, Paris, L'Harmattan ; P. Culturello (dir.), 1992, *Regards sur le logement. Une étrange marchandise*, Paris, L'Harmattan.

<sup>6</sup> À titre d'exemples et parmi d'autres nombreuses publications, l'on peut se référer à : C. Bonvalet, A. Gotman (dir.), 1993, *Le logement, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan ; É. Lelièvre, C. Lévy-Vroelant, 1992, *La ville*

terrains sont divers : des centres-villes au périurbain, en passant par les banlieues françaises, mais des espaces plus lointains (Congo, Égypte, Syrie, etc.) sont aussi examinés. Les analyses catégorielles élargissent le champ d'investigation : qu'en est-il des mobilités quotidiennes, liées à la question de la résidence et de sa localisation, des femmes ou bien des jeunes ou encore des populations en situation précaire ? Qu'en est-il, encore, des stratégies résidentielles d'accession à la propriété « ici et là-bas » mises en œuvre, par exemple, par certaines familles algériennes de la banlieue lyonnaise ? Si, comme l'annoncent A. Querrien et P. Lassave dans l'*Introduction* de ce numéro, l'approche est essentiellement monographique — au détriment de la transversalité ou de la comparaison —, il n'en reste pas moins que les contributions confirment et précisent le *distinguo* que l'on doit faire entre « migration »<sup>7</sup> et « mobilité » qui ne renvoient pas aux mêmes méthodes d'analyse, ni aux mêmes champs d'application, ni aux mêmes concepts : « *la mobilité est un attribut, une aptitude, une qualité, un trait de comportement qui qualifie toute une gamme de changements, concrets ou abstraits* » (J. Brun, 1993, p. 5).

En France, l'analyse des mobilités résidentielles est depuis une dizaine d'années renouvelée par les recherches portant sur la « gentrification »<sup>8</sup> — terme discuté par certains — et, surtout, sur les espaces périurbains, enjeux de nouvelles problématiques. À ceci s'ajoute une prise de conscience de la nécessité, pour les chercheurs en sciences sociales, d'examiner les causes et les effets de l'accroissement des mobilités de toutes sortes dans un « monde globalisé » : dans ces approches, les mobilités résidentielles sont le plus souvent intégrées — sans être pour autant confondues — à l'ensemble plus vaste que sont les « mobilités spatiales » comprenant, par exemple, les pratiques de circulation quotidiennes, les déplacements touristiques, les mobilités liées aux loisirs, etc., et ceci à différentes échelles, du « local » au « mondial » — deux adjectifs qui se sont substantivés. Au risque parfois d'une survalorisation de la mobilité en tant qu'elle caractérise les « *sociétés à individus mobiles* » (M. Stock, 2004), à savoir, *grosso modo* les sociétés du monde riche — mais, existerait-il des sociétés à individus immobiles ? *Quid* des « immobiles » ou, plus précisément, qu'en est-il des grandes inégalités ou des petites résistances face à la mobilité ? —, ces recherches tendent à montrer que, loin de correspondre à une « déterritorialisation » ou à une « a-territorialisation »<sup>9</sup> des individus — qui, dans ces recherches, semblent supplanter les groupes sociaux —, l'accroissement

---

*en mouvement, habitat et habitants*, Paris, L'Harmattan ; J. Brun, C. Rhein (dir.), 1994, *La ségrégation dans la ville, Concepts et mesures*, Paris, L'Harmattan ; P. Culturello (dir.), 1992, *Regards sur le logement. Une étrange marchandise*, Paris, L'Harmattan.

<sup>7</sup> Je renvoie ici aux travaux sur les « migrations » et notamment à ceux du laboratoire MIGRINTER, Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, Université de Poitiers.

<sup>8</sup> Il s'agit du processus de « retour en ville » (C. Bidou-Zachariasen, 2003) d'habitants généralement aisés qui étaient partis en périphérie ou à l'étranger, mais aussi de l'emménagement dans des quartiers populaires de citadins plus aisés que la population initiale qu'ils remplacent peu ou prou, ce qui a comme effets de modifier la composition sociale de ces espaces, d'engendrer des transformations du cadre bâti (réhabilitation des immeubles, agrandissement des logements, etc.) et, parfois encore, de « sécuriser » des quartiers jugés « dangereux ». Les politiques publiques sont souvent parties prenantes dans le processus qu'elles peuvent initier (cas des docklands à Londres) ou soutenir par des actions d'aménagement, d'embellissement, etc. ; les conséquences de la « gentrification » sur le marché immobilier sont loin d'être neutres puisqu'elle contribue à la hausse des valeurs immobilières.

<sup>9</sup> Je propose ici de différencier les deux termes de la façon suivante : la « déterritorialisation » correspond à la perte d'un territoire ou au changement de territoire ; d'elle peut découler une reterritorialisation « ailleurs » ou une multiterritorialité ; l'a-territorialisation correspondrait à la disparition du territoire, qui n'aurait plus de raison d'être, ou au fait que la territorialisation ne serait plus nécessaire pour les individus qui pourraient vivre sans ancrage aucun (cas purement théorique, certes !) : cette dimension, extrême, rejoindrait alors les discours — contestables et contestés — sur la « fin de la ville », la « fin du voisinage », la « fin du territoire », etc. (S. Lehman-Frisch et al., 2007, pp. 61-62).

des mobilités implique d'autres formes d'attachement : nouveaux modes d'habiter, comme l'analysent les travaux de M. Stock ; « autres territoires », lieux de l'échange, reliés par les mobilités (G. Capron, H. Cortès et G. Guétat, 2005) ; « multiterritorialité » (R.H. Da Costa, 2004) ; ou, encore, le fait que la « ville mobile » ne contredit pas la « ville-territoire » (Y. Chalas, 2001). La notion de « capital spatial » contribue à ce renouvellement des approches en conférant une place importante — probablement davantage que dans les travaux antérieurs — à la dimension idéelle de la mobilité, à savoir le « *stock de compétences, d'appétences et d'imaginaires spatiaux* » participant d'un/à un ensemble de valeurs spatiales accumulées et mobilisées en vue de produire d'autres valeurs (L. Cailly, 2007, p. 170).

Enfin, aux recherches évoquées ci-dessus, s'ajoutent les travaux qui, à un moment ou à un autre de l'analyse, convoquent les mobilités pour saisir des processus d'une autre nature (par exemple, la ségrégation urbaine, l'étalement urbain, la fragmentation socio-spatiale). S'il est impossible ici d'y référer de façon exhaustive, citons cependant les démarches remettant en cause les idées parfois préconçues sur les étapes résidentielles que constituent les marges et les interstices : le bidonville tel que le décrit C. Pétonnet (1979), le garni de C. Lévy-Vroelant (2004), ou encore le squat de F. Bouillon (2007), ne sont pas tant des lieux de captivité que des sas d'entrée en ville, des étapes intermédiaires où, pour beaucoup, la stabilisation peut s'effectuer par le biais des réseaux sociaux et de l'apprentissage de la ville. Dans le même ordre d'idées, la résistance au déménagement et au relogement de populations vivant dans des conditions d'habitat dites précaires ou dans une grande promiscuité réinterroge la façon de considérer les stratégies résidentielles : ici, se jouent des stratégies autres que celles liées au logement *stricto sensu* (B. Florin et al., 2007, pp. 87-92).

#### **De l'enquête « 3B » à « Métropoles en mouvement » : les approches Nord-Sud et la circulation des problématiques**

##### **• L'enquête « 3B »**

Plaidoyer argumenté pour la démarche comparative Nord-Sud et pour le rapprochement des méthodes et problématiques relatives aux recherches sur les mobilités, l'article de F. Dureau et J.-P. Lévy « Villes et mobilités au Nord et au Sud : la construction d'une problématique commune », paru dans la revue *Autrepart*, en 2007, retrace la genèse des échanges sur la thématique depuis les années 1960. Les auteurs mettent ainsi en convergence trois enquêtes menées à partir des récits de vie en France (INED, 1961), à Monterrey au Mexique en 1965, et en Haute-Volta (IRD, 1975) ; ces enquêtes « pionnières » sont suivies par d'autres travaux novateurs, fondés sur la fameuse enquête « triple biographie », dite « 3B », qui permet d'associer les données issues de la biographie familiale à, à la fois, celles de la biographie professionnelle et de la biographie migratoire.

Initiée par l'INED au début des années 1980, l'enquête 3B sert de modèle à de nombreuses autres enquêtes et son utilisation se diffuse, notamment par le biais des chercheurs de l'ORSTOM (actuel IRD) en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, puis en Asie (F. Dureau et J.-P. Lévy, 2007, p. 138). Quelle que soit leur discipline d'appartenance, ces chercheurs, en coopération avec leurs collègues du Sud, s'accordent sur le fait que « *ce ne sont pas les migrations en tant que telles qui constituent l'objet d'étude, mais les pratiques des migrants en système urbain : systèmes résidentiels, comportements démographiques et pratiques économiques qui génèrent en ville les stratégies de reproduction économique et sociale* » (F. Dureau et V. Dupont, 1991, p. 12). La production de l'IRD sur les mobilités dans les années 1980 et 1990 est prolifique : collective et pluridisciplinaire, elle s'attache, certes, à prendre la mesure des flux, des migrations et des mobilités vers et à l'intérieur des villes, mais davantage encore à associer les pratiques de mobilités aux processus d'insertion urbaine (P. Antoine, S. Coulibaly, 1989 ; P. Antoine, A. Diop, 1995) ou aux liens

entre migrations, travail et mobilités sociales : trois *Cahiers* totalisant quelque 450 pages sont consacrés à la question (F. Dureau et V. Dupont, 1991) !

Enfin, à partir de biographies méticuleuses, la réflexion intègre également la dimension familiale par le biais de la notion de « système résidentiel », riche d'apports parce que prenant en compte la multi-résidence — plutôt que la seule unité d'habitation — et la famille élargie — plutôt que le ménage : le système résidentiel permet d'articuler les lieux et leurs pratiques aux liens familiaux et aux relations sociales et économiques qui en découlent (É. Le Bris, 1982 ; A. Osmont, 1982 ; É. Le Bris, A. Marie, A. Osmont, A. Sinou, 1985 et 1987). À ce titre, l'analyse des effets liés à la proximité résidentielle de la famille élargie, dont la « concession » est l'emblème pour les villes d'Afrique subsaharienne, a pu être riche d'enseignements pour des recherches menées dans d'autres aires géographiques : sans oblitérer les conflits qui lui sont inhérents, la cohabitation est une étape et une ressource, essentielles, dans les parcours résidentiels de nombreux citadins.

• « *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale* »

La publication en 2000 de *Métropoles en mouvement* apporte une nouvelle pierre à l'édifice des recherches sur les mobilités. En effet, *Métropoles...* est le résultat d'un « atelier international », rassemblant, en décembre 1998, une soixantaine de chercheurs de différentes disciplines, dont les terrains sont très divers, mais qui s'accordent à considérer que la mobilité spatiale est un « *fait social total fondateur des organisations métropolitaines contemporaines* » et que son analyse, « *en prenant en compte les pratiques des habitants dans leurs articulations avec celles des autres acteurs sociaux, économiques et politiques, permet de « comprendre les mutations sociales et spatiales en cours dans les grandes métropoles* » (F. Dureau, 2000, p. 5). Surtout, le caractère novateur de *Métropoles...* se situe dans l'approche comparative qui, plus ardue qu'une autre à mettre en œuvre, est légitimée et argumentée par l'adoption « imposée » aux participants d'une grille de lecture commune : d'une part, les logiques des acteurs sont abordées par le biais des stratégies résidentielles et des pratiques de mobilités, en lien avec les pratiques des acteurs politiques et acteurs non-institutionnels ; d'autre part, il s'agit d'examiner les conséquences spatiales des interactions entre politiques publiques et habitants dont, notamment, l'extension spatiale et la redistribution des densités et, encore, la ségrégation résidentielle et la spécialisation fonctionnelle de l'espace. Si la démarche s'inscrit explicitement dans le droit fil des travaux antérieurs sur les mobilités (ceux de l'IRD, du CRH ou du Réseau Socio-Économie de l'Habitat évoqués ci-dessus), elle ne s'inscrit pas moins dans une prise de position tout aussi explicite dans le champ des recherches urbaines : il s'agit non pas d'identifier un modèle universel de métropole, mais de se démarquer des discours simplistes à prétention universelle et de se garder d'une pensée unique sur la ville, d'éclairer les débats sur le droit à la ville, le droit au logement, le droit à la mobilité (*Introduction générale de Métropoles...*). Au-delà des apports méthodologiques, théoriques et empiriques que fournit *Métropoles...*, la comparaison, mise à l'épreuve dans ce travail, démontre — si besoin en était ! — l'intérêt de faire converger les recherches menées au Nord avec celles conduites au Sud (F. Dureau, J.-P. Lévy, 2007, pp. 144-146).

**Les recherches sur les mobilités résidentielles dans les villes du Monde arabe**

En ce qui concerne les recherches sur les mobilités résidentielles dans le Monde arabe, il faut bien convenir, à l'instar de P. Signoles, que, pendant longtemps, elles se sont situées « dans la foulée » de la plupart des travaux cités précédemment et qu'il n'existe que trop peu d'approche globale sur la thématique, même si les réflexions sur l'habitat non réglementaire ont intégré partiellement à leur démarche l'analyse des mobilités (P. Signoles, 1999, p. 47). Ce « décalage » s'explique, en partie, par le fait que, jusqu'au milieu des années 1980, les recherches sur le Monde arabe s'inscrivent dans le courant structuraliste et macroscopique dominant en géographie et, en ce



sens, les mobilités, lorsqu'elles sont convoquées, ne constituent qu'un outil statistique, parmi d'autres, de la démonstration. Un autre élément d'explication réside encore dans le redéploiement centrifuge des mobilités résidentielles dans ces mêmes années 1980, se traduisant par l'extension des périphéries urbaines populaires qui deviennent des terrains d'analyse d'autant plus privilégiés que la « recherche opérationnelle » visant à les réhabiliter — notamment impulsée par la Banque mondiale — requiert de saisir de plus en plus finement les processus de constitution et la composition sociale des quartiers non réglementaires. *Last but not least*, l'ouverture disciplinaire des laboratoires, et en particulier d'URBAMA, duquel émane alors une partie substantielle des recherches urbaines sur le Monde arabe, ainsi que les convergences d'intérêt entre institutions impulsent, renouvellent les démarches, et ouvrent de nouveaux terrains d'investigation. À ce titre, la publication du fascicule de recherches sur *Les nouvelles formes de la mobilité spatiale dans le Monde arabe* participe de cette prise de conscience de la nécessité d'engager une réflexion collective, mais aussi de soutenir les recherches individuelles, sur les mobilités. Dans ce fascicule, la mobilité, appréhendée dans son acception large, se déploie à des échelles très différentes et couvre une grande partie du Monde arabe (du Maroc au Soudan)<sup>10</sup> : bien sûr, les mobilités vers et dans les grandes agglomérations sont étudiées, mais aussi, de façon plus inédite, les mobilités vers et dans les petites et moyennes villes de province, ou encore les mobilités pendulaires et les stratégies spécifiques qui leur sont attachées ou encore les migrations de longue distance ainsi que leurs « effets » sur la région de départ ; la question de l'intégration des migrants et habitants ou celle du lien entre mobilité spatiale et mobilité sociale préfigurent les thématiques développées par la suite.

Une seconde publication se distingue par son caractère collectif : la parution, en 2002, de *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, dirigée par F. Navez-Bouchanine et F. Dansereau, se situe dans la continuité d'un programme de recherche, engagé par les deux directrices de la publication, sur les stratégies résidentielles des habitants des quartiers populaires des villes marocaines. Dans ce contexte précis, la mise en exergue de stratégies originales de contournement des contraintes imposées par le « haut » montre que les plus pauvres, ici les bidonvillois, effectuent des « choix qui ne s'opèrent ni par défaut, ni par hasard, ni non plus en ne tenant compte que du seul futur immédiat » (F. Dansereau et F. Navez-Bouchanine, 2002, p. 24). Quelques années auparavant, A. Arrif avait déjà montré combien était « précaire » le passage du bidonville au lotissement et combien le relogement dans un logement pourtant plus confortable que la « bicoque » pouvait être synonyme d'isolement, voire de déclassement social (A. Arrif, 1992) ; là, justement, il s'agit d'échapper au relogement dans des cités de type HLM excentrées — quitte à retourner vivre dans le bidonville tout en sous-louant à d'autres le logement social —, ce qui interroge sur les politiques urbaines de réhabilitation de ces espaces et sur le « glissement » des destinataires de ces logements sociaux... Quoi qu'il en soit, ce qui apparaît nettement au fil de ces stratégies résidentielles, c'est la grande expérience qu'ont les habitants des modes de fonctionnement de la ville (valeurs foncières, marché immobilier, etc.) ainsi que la connaissance fine des rouages administratifs et des décisions prises par les autorités locales et centrales (F. Navez-Bouchanine, 1998). Enfin, *Gestion du développement urbain...* met en perspectives des recherches menées sur des terrains variés : Amérique latine et centrale, Afrique subsaharienne et Monde arabe. À ce titre, M. Safar Zitoun évoque « la singularité des situations observées dans le contexte algérois » et « combien les stratégies résidentielles des ménages algérois se caractérisent par leur profonde originalité » (p. 131) et, notamment, par la capacité de ces derniers à s'insérer dans et à faire jouer les réseaux sociaux et politiques pour mettre en œuvre leurs stratégies résidentielles.

<sup>10</sup>Les contributions sont issues d'un colloque International, tenu en octobre 1991 à Grasse, qui associait quatre institutions (CEDEJ, CMMC, MIGRINTER, URBAMA) ainsi que des chercheurs et doctorants de disciplines différentes.

À partir des années 1990 et 2000 et sur ces mêmes registres d'analyse, se multiplient les recherches — articles et ouvrages, mémoires de 3e cycle, thèses — qui intègrent les mobilités résidentielles : les déplacements des individus ou des groupes sociaux sont examinés à l'aune de leurs expériences urbaines et, plus largement, de leurs « compétences » : compétences à s'installer et à « apprendre », à s'ancrer, à activer les réseaux sociaux, à se mobiliser, à être des citoyens, ordinaires certes, mais « acteurs » à part entière de la fabrication matérielle et idéelle de la ville (I. Berry-Chikhaoui, A. Deboulet, 2000). Ici, l'enjeu est de taille puisqu'il s'agit notamment de battre en brèche les discours communs sur la « ruralisation » des centres-villes et l'idéologie qui en découle, à savoir que les « migrants ruraux » ne sont pas, et ne seront jamais, des « citoyens » à l'égal des autres, alors même qu'ils peuvent être en ville depuis longtemps, alors même que l'exode rural est devenu résiduel dans la plupart des pays du Monde arabe. Cette idéologie, au-delà des discours catastrophistes sur « l'invasion » de la ville qui la sous-tendent, peut se matérialiser dans des décisions extrêmes telles que « Le Caire : ville fermée » prise par deux gouverneurs successifs ayant le projet d'interdire, par toutes une série de mesures, la capitale égyptienne aux nouveaux arrivants. Mais, au Caire précisément, l'examen des statistiques montre que l'expansion urbaine est, à partir des années 1970, bien plus liée à la redistribution interne des habitants qu'à l'exode rural (A. Deboulet, 1995, É. Denis, 1998). Il en est de même à Tunis où, dès 1979, une enquête, portant sur 8 000 ménages résidant dans des quartiers non réglementaires, révélait que 75 % d'entre eux provenaient de l'agglomération tunisoise (P. Signoles, 1999, p. 48). Sur le fond, sans nier les références identitaires complexes — comme en témoigne, par exemple, l'analyse de la socio-linguiste C. Miller sur les *Sa'idis*<sup>11</sup> du Caire — ces travaux mettent en évidence le fait que les « néo-citoyens »<sup>12</sup> ont une expérience de la ville, antérieure à leur venue, parce qu'ils sont informés de ce qui les attend, parce que, très souvent, ils ont transité par les quartiers centraux avant de s'installer en périphérie, parce que la « grande famille » prépare l'insertion (professionnelle en particulier) et a un rôle d'accueil. Que ce soit dans le faubourg sud de la médina de Tunis (I. Berry-Chikhaoui, 1994), dans les « quartiers d'émanation populaire » de la périphérie du Caire (A. Deboulet, 1994), dans le quartier péricentral des tanneries du Caire (B. Florin, 1999), les réseaux familiaux, professionnels, de voisinage influent les parcours résidentiels et renforcent l'insertion urbaine. Ce sont les modalités de celle-ci qui sont encore décryptées dans l'ouvrage *La citoyenneté en question* (M. Lussault, P. Signoles, 1996) qui, s'il ne traite pas directement ou exclusivement des mobilités résidentielles, les intègre à la réflexion et prend position dans le débat idéologique évoqué ci-dessus en contestant clairement l'opposition citoyens versus non-citoyens.

L'ouvrage *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, enfonce encore davantage le clou : « Pourtant, là aussi, une attention minutieuse portée à ces « nouveaux » citoyens, à leurs façons de faire, d'être et de vivre en ville, dans leur quotidienneté et leur banalité, leur ordinaire, récusent ces notions (leur substrat idéologique). En figeant le migrant à un moment de son parcours, celui de la migration, et en le fixant dans une ruralité plus supposée que démontrée, elles visent à asseoir la suprématie d'un modèle de citoyenneté, celui des anciennes élites citadines auquel aspire une nouvelle catégorie d'acteurs, les classes moyennes ascendantes (I. Berry-Chikhaoui, A. Deboulet, 2000, pp. 16-17).

Il serait tout à fait réducteur de limiter les apports de la *Citoyenneté en question* ou des *Compétences des citoyens...* à ce débat et il est aujourd'hui acquis — on ose l'espérer ! — que la citoyenneté se décline de multiples et complexes manières, mais il me semble que ces deux ouvrages

<sup>11</sup>Les Sa'idis sont les ressortissants de Haute Égypte.

<sup>12</sup>Ici, il serait de nouveau très fructueux de se remémorer les travaux plus anciens des « Africanistes » qui, comme l'écrit E. Dorier-Apprill, « ont, depuis longtemps, analysé de manière positive la relation du migrant rural à la ville (Balandier, 1955 ; Mitchell, 1956 ; Sautter, 1972 ; Gibbal, 1974) » (B. Florin et al., 2007, pp. 85-86).

marquent un « tournant » dans les postures scientifiques<sup>13</sup> et que, directement ou non, ils ont ouvert la voie à une nouvelle façon de regarder les villes du Monde arabe et leurs habitants. Aujourd'hui, l'attention des chercheurs se porte, par exemple, sur les stratégies mises en œuvre par les classes moyennes — catégorie sur laquelle il y a peu de documentation —, ou sur les modalités de la décohabitation des jeunes couples dans le sens d'une individuation ou d'une rupture qui n'exclut pas cependant le rôle des réseaux familiaux et sociaux, ou sur la dimension identitaire des mobilités, ou encore sur ce qui se déroule dans les « interstices » ou « marges » de la ville et qui renvoie à des formes de mobilités et d'urbanité très peu explorées dans les recherches antérieures<sup>14</sup>. Enfin, l'émergence de nouvelles configurations urbaines comme les quartiers (plus ou moins) fermés de la périphérie du Grand Caire, destinés aux classes moyennes et aisées (É. Denis, M. Séjourné, 2003 ; B. Florin, 2005) ou les « Berges du Lac » de Tunis, destinés à « l'élite entrepreneuriale » (P.-A. Barthel, 2006), ou encore l'évolution de la composition sociale de certaines médinas — dont Marrakech serait l'archétype presque caricatural — réactivent la question du sens et du contenu des mobilités résidentielles : sélectivité, pratiques de distinction, volonté de rupture, entre-soi, repli ou rejet... : ces qualificatifs sont discutables et n'expliquent pas tout de l'hétérogénéité des situations et de la diversité des stratégies résidentielles, mais il n'en reste pas moins qu'il y a bien, ici, matière à renouveler l'analyse.

Les contributions de ces *Cahiers d'EMAM* n° 16, consacrés aux mobilités veulent y participer par la mise en exergue et l'examen de processus jusqu'alors inédits. Ainsi, dans *Système d'acteurs en action dans l'aménagement de Mrazga (Nabeul) : le cas des propriétaires de terrains et de logements*, N. Dridi met au jour les logiques résidentielles de résistance des habitants face à un projet d'aménagement, mené par l'Agence foncière d'habitation tunisienne, dans un périmètre stratégique puisque situé entre les deux villes très touristiques du littoral tunisien (Nabeul et Hammamet). Dans cet exemple, la volonté d'expropriation de l'Agence se heurte à la mobilisation collective des habitants qui, très informés des procédures administratives, des décisions et de l'évolution du projet, savent faire jouer les réseaux d'interconnaissance pour anticiper, s'opposer ou, tout au moins, ralentir leur expulsion. Cependant, les écarts de positions sociales et de statuts d'occupation — puisque les uns sont propriétaires de villas de standing, tandis que les autres vivent dans des habitations rudimentaires sur des parcelles squâtées — témoignent de l'inégalité des habitants face aux opérateurs publics. Cette contribution témoigne également en filigrane des enjeux de la mobilisation du foncier par les pouvoirs publics et de leur impact sur les formes de territorialisation à la périphérie.

Dans *Mobilité résidentielle et mobilité sociale dans l'agglomération algéroise : quelques pistes de réflexion*, M. Safar Zitoun, sociologue, après avoir retracé les tendances récentes de la croissance d'Alger, s'interroge sur les effets de la déconcentration résidentielle du centre vers les périphéries, en partie impulsée par l'État par le biais des grands programmes d'habitat et des procédures administratives d'accès au logement, destinés à une population issue de milieu populaire et des

---

<sup>13</sup>Un « tournant » similaire peut être observé dans d'autres recherches françaises de ces vingt dernières années portant sur d'autres aires géographiques : à titre d'exemples ici, l'on peut se référer aux travaux de P. Gervais-Lambony sur l'Afrique australe, à ceux de V. Baby-Collin sur l'Amérique latine, ou encore aux contributions de *Vies citadines* (E. Dorier-Apprill, P. Gervais-Lambony, 2007).

<sup>14</sup> L'on peut se référer, parmi d'autres, aux articles en ligne et thèses en cours au sein d'EMAM (Équipe Monde arabe Méditerranée, UMR CITERES, CNRS & Université de Tours) de V. Martignon, portant sur les *lùkanda* de Sanaa, lieux d'intégration urbaine pour les travailleurs migrants (sous la dir. de P. Signoles) ; de M.-P. Anglade relatifs aux « Espaces publics et urbanités marginales à Casablanca » (sous la dir. de F. Navez-Bouchanine) ; ou de R. Stadnicki sur les formes d'urbanité inédites qui se déclinent aux « portes » de Sanaa (sous la dir. de P. Signoles).

couches moyennes. Mais, et c'est ici que se situe l'originalité de la situation, on observe une sorte de « gentrification » des secteurs urbains traditionnellement populaires ou, tout au moins, une homogénéisation relative de la composition sociale au sein de chacun de ces secteurs qui tendent à former des enclaves, renforçant ainsi les clivages sociaux et spatiaux dans la ville. D'autant que les acteurs de la gentrification subissent eux-mêmes, paradoxalement, une marginalisation urbaine du fait de leur éloignement des espaces centraux.

Mais, l'éloignement peut aussi être choisi, comme le montre E. Coslodo, géographe, dans *Itinéraires d'individuation dans la périphérie de Marrakech : mobilités résidentielles et recompositions territoriales d'habitants de classes moyennes*. Les quartiers périphériques sur lesquels l'auteur travaille sont des lieux de mixité résidentielle où coexistent les maisons économiques, immeubles de moyen standing, villas et résidences fermées. Pour les classes moyennes, « *ni vraiment riches, ni vraiment pauvres*, l'installation en périphérie réalise une aspiration résidentielle ressortissant au processus d'individuation : la mise à distance (de la famille, de l'ancien et du nouveau voisinages), ou les « *logiques de l'écart* » sont alors des valeurs motivant le projet résidentiel qui, pour autant, n'annulent pas toute relation sociale : au contraire, apparaissent des pratiques territoriales originales associées à d'autres formes de gestion des liens sociaux.

Se situant à une autre échelle et utilisant une autre méthodologie, R. Lamine, géographe, présente dans *Croissance démographique et les dynamiques migratoires récentes des grandes villes tunisiennes* les reconfigurations urbaines et territoriales en Tunisie. L'auteur analyse la recrudescence des migrations internes vers les grands pôles urbains — et au premier chef Tunis — et les campagnes dynamiques du littoral. Mais ce qui différencie ces migrations internes des précédents « exodes ruraux », c'est qu'il s'agit de migrants de plus en plus instruits à la recherche d'opportunités professionnelles entre autres liées au développement des activités touristiques ou économiques à dimension internationale. Ces migrations renforcent la métropolisation du littoral tunisien et accentuent la fracture territoriale entre les zones métropolitaines de développement concentrant les activités et les hommes et les espaces menacés de marginalisation. Les mobilités spatiales de ces nouveaux venus, à associer à leur désir de mobilité sociale, concourent à la fabrication de nouvelles périphéries où se côtoient d'autres habitants aux itinéraires résidentiels et sociaux différenciés.

## BIBLIOGRAPHIE

- 
- Anderson N., 1993, *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, Essais & Recherches, 319 p. (1re édition 1923).
- Antoine P. et Coulibaly S. (textes réunis par), 1989, *L'insertion urbaine des migrants en Afrique*, Paris, Éd. de l'ORSTOM, coll. « Colloques et séminaires », 242 p.
- Antoine P., Diop A., 1995, *La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine*, Paris, IFAN/ORSTOM, 360 p.
- Arrif A., 1992, *Le passage précaire. Du bidonville au lotissement. Anthropologie appliquée d'une mutation résidentielle. Le cas de Hay Moulay Rachid à Casablanca*, Thèse de sociologie-ethnologie, sous la dir. de B. Étienne, Université d'Aix-Marseille I, 230 p.
- Barthel P.-A., 2006, « Les berges du lac de Tunis : une nouvelle frontière dans la ville ? », in *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 73. En ligne : <http://cdlm.revues.org/document1513.html>.

- Berry-Chikhaoui I., 1994, *Quartiers et sociétés urbaines : le faubourg sud de la médina de Tunis*, Thèse de géographie, sous la dir. de P. Signoles, Université de Tours, 653 p.
- Berry-Chikhaoui I. et Deboulet A., 2000, *Les compétences des citadins dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Tunis/Paris/Tours, IRMC/Karthala/URBAMA, 402 p.
- Bertaux-Wiame I., 1992, « Le retour au locatif : échec de l'accession à la propriété ou récupération du territoire d'insertion sociale », pp. 327-332, in Culturello P. (dir.), *Regards sur le logement. Une étrange marchandise*, Paris, L'Harmattan.
- Bidou-Zachariasen C. (dir.), 2003, *Retours en ville*, Paris, Descartes & Cie, 267 p.
- Bonvalet C. et Fribourg A.-M. (dir.), 1990, *Stratégies résidentielles*, Congrès et Colloques 2, INED-Plan Construction et Architecture, Paris, Éd. de l'INED, MELTM.
- Bouillon F., 2007, « Les mondes du squat. Production d'un habitat illégal et compétences des citadins disqualifiés », Thèse d'anthropologie, sous la dir. de M. Agier, EHESS, Marseille.
- Brun J., 1993, « La mobilité résidentielle et les sciences sociales. Transfert de concept et questions de méthodes », *Les Annales de la Recherche urbaine, Mobilités*, n° 59-60, Paris, Ministère de l'Équipement, Plan urbain, pp. 2-13.
- Cailly L., 2007, « Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation », *Annales de Géographie*, n° 654, Paris, Armand Colin, pp. 169-187.
- Capron G, Cortès H. et Guétat G., 2005, *Liens et lieux de la mobilité*, Paris, Belin.
- Chalas Y., 2001, *La ville contemporaine*, Paris, Cercle d'Art, 208 p.
- Da Costa R.H., 2004, « De la déterritorialisation à la multiterritorialité », in Allemand S., Ascher F. et Lévy J. (dir.), *Le sens du mouvement*, Institut pour la Ville en mouvement, PSA Peugeot-Citroën, Belin, 336 p.
- Dansereau F. et Navez-Bouchanine F., 2002, *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, Paris, L'Harmattan, 355 p.
- Deboulet A., 1994, *Vers un urbanisme d'émanation populaire. Compétences et réalisations des citadins. L'exemple du Caire*, Thèse d'urbanisme, sous la dir. de J.-P. Frey, IUP-Paris XII, 729 p.
- Deboulet A., 1995, « Des quartiers centraux vers les périphéries spontanées. Éléments sur la mobilité résidentielle dans la région du Grand Caire », pp. 433-462, in Escallier R. et Signoles P. (dir.), *Les nouvelles formes de la mobilité spatiale dans le Monde arabe*, Fascicule de recherches n° 28, Tome II, Tours/Nice/Le Caire, URBAMA/CMMC/CEDEJ.
- Denis É., 1998, « Le Caire et l'Égypte à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle », *Lettre d'information* n° 48, Le Caire, OUCC-CEDEJ, pp. 4-17.
- Denis É., Séjourné M., 2003, « Le Caire, métropole privatisée », *Revue Urbanisme*, n° 328, Paris, pp. 31-37.
- Dorier-Apprill É. et Gervais-Lambony P. (dir.), 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin, 267 p.
- Dureau F. et Dupont V. (dir.), 1991, « Migrations, travail, mobilités sociales : méthodes, résultats, prospective », *Les Cahiers* n° 17, 18, 19, Séminaire ORSTOM-Garchy, Paris, 157, 165 et 130 p.
- Dureau F., Dupont V., Lelièvre E., Lévy J.-P. et Lulle T. (dir.), 2000, *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos/IRD, coll. « Villes, Economica », 656 p.
- Dureau F. et Lévy J.-P., 2007, « Villes et mobilités au Nord et au Sud : la construction d'une problématique commune », *Autrepart*, n° 47, Paris, IRD, pp. 135-148.
- Escallier R. et Signoles P. (dir.), 1995, *Les nouvelles formes de la mobilité spatiale dans le Monde arabe*, Fascicule de recherches n° 28, Tome II, Tours/Nice/Le Caire, URBAMA/CMMC/CEDEJ, 475 p.
- Florin B., 1999, *Itinéraires citadins au Caire. Mobilités et territorialités dans une métropole du Monde arabe*, Thèse de géographie, sous la dir. de P. Signoles, Université de Tours, 566 p.
- Florin B., 2005, « Vivre en parallèle ? L'évolution des villes nouvelles du Grand Caire », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, pp. 97-105. En ligne : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00005305/fr/>
- Florin B., Baby-Collin V., Bouillon F., Didier S. et Dorier-Apprill E., 2007, « Bouger, s'ancrer », pp. 81-108, in Dorier-Apprill É. et Gervais-Lambony P. (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin.
- Gibbal J.-M., 1974, *Citadins et paysans dans la ville africaine : l'exemple d'Abidjan*, Paris, Maspero et Presses universitaires de Grenoble, 398 p.

- Halbwachs M., 1908, *La Politique foncière des municipalités*, Paris, Librairie du Parti socialiste, 31 p.
- Halbwachs M., 1909, *Les Expropriations et les prix des terrains à Paris, 1860-1900*, Paris, Cornély.
- Halbwachs M., 1938, *Morphologie sociale*, Paris, Armand Colin, 190 p. (2e édition 1970).
- Jaillet M.-C., 2004, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit, La ville à trois vitesses*, pp. 40-62.
- Joseph I. et Grafmeyer Y., 1984, *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, Champ Urbain, 378 p.
- Le Breton É., 2004, « Mobilité, exclusion et marginalité », pp. 117-123, in Allemand S., Ascher F. et Lévy J. (dir.), *Les sens du mouvement*, Institut pour la Ville en Mouvement, Paris, Belin.
- Le Bris E., 1982, « Contenu géographique et contenu social de la notion de résidence. Quelques réflexions à partir de résultats d'enquêtes biographiques effectuées à Lomé (Togo) et à Accra (Ghana) », *Cahiers d'Etudes Africaines*, n° 81-83, Paris, Éd. de l'EHESS, pp. 129-174.
- Le Bris E., Marie A., Osmont A. et Sinou A., 1985, « Résidence, stratégies, parenté dans les villes africaines », *Annales de la Recherche urbaine*, n° 25, Paris, Dunod, pp. 13-30.
- Le Bris E., Marie A., Osmont A. et Sinou A., 1987, *Famille et résidence dans les villes africaines*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et Entreprises », 268 p.
- Lehman-Frisch S., Berry-Chikhaoui I., Capron G. et Vidal D., 2007, « Voisinier », pp. 59- 80, in Dorier-Apprill É. et Gervais-Lambony P. (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin.
- Lévy-Vroelant C., 1992, *La ville en mouvement : habitat & habitants*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et Entreprises », 375 p.
- Lévy-Vroelant C., 2004, « Les avatars de la ville passagère. De la location meublée à l'hébergement incertain », *Les Annales de la Recherche urbaine*, n° 94, pp. 97-105.
- Lussault M. et Signoles P. (dir.), 1996, *La citadinité en question*, Fascicule de recherches n° 29 d'URBAMA, Sciences de la ville n° 13, Tours, URBAMA-MSV, 157 p.
- Miller C., 2000, « Réseaux et territoires : migrants de Haute Égypte à Guizah (agglomération du Caire) », pp. 221-246, in Berry-Chikhaoui I. et Deboulet A. (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Tunis/Paris/Tours, IRMC/Karthala/URBAMA.
- Navez-Bouchanine F. et Dansereau F., 2002, *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises », 356 p.
- Navez-Bouchanine F., 1998, « Fragmentation spatiale et stratégies résidentielles », pp. 69-88, in Haumont N. et Lévy J.-P. (dir.), *La ville éclatée. Quartiers et peuplement*, Paris, L'Harmattan.
- Osmont A., 1982, « Stratégies familiales, stratégies résidentielles en milieu urbain », *Villes africaines au microscope*, in *Cahiers d'Etudes Africaines*, n° 81-83, Paris, Éd. de l'EHESS, pp. 175-195.
- Pétonnet C., 2002, 1979, *On est tous dans le brouillard*, Paris, Éd. du Comité des Travaux historiques et scientifiques, 320 p.
- Pinol J.-L., 1991, *Les mobilités dans la grande ville. Lyon fin XIXe-début XXe*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 431 p.
- Ragon M., 1986, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes, Idéologies et pionniers (1800-1910)*, Paris, Casterman, coll. « Essais Points », 374 p.
- Safar-Zitoun M., 2002, « Les stratégies résidentielles des Algérois dans un contexte de transition vers l'économie de marché », pp. 130-150, in Dansereau F. et Navez-Bouchanine F. (dir.), *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, Paris, L'Harmattan.
- Sautter G., 1972, « Les ruraux dans les villes. Genèse et différenciation des sociétés urbaines », *La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Paris, Éd. du CNRS, pp. 77-89.
- Signoles P., 1999, « Acteurs publics et acteurs privés dans le développement des villes du Monde arabe », pp. 19-53, in Signoles P., El Kadi G. et Sidi Boumedine R. (dir.), *L'urbain dans le Monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, Éd. du CNRS.
- Stock M., 2006, « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles », *Espaces-Temps.net*, textuel, 26 février 2006.

**Bénédicte Florin**

En ligne : <http://espacestemps.net/document1853.html>

Whyte W.F., 1995, *Street corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 399 p. (1re édition américaine 1943).